Priorité à l’éducation des masses Nicolas FORNET Le Monde diplomatique, octobre 2017, pages 12-13 La scène de la bibliothèque de Iouriatine, ville imaginée par Boris Pasternak dans Le Docteur Jivago, paru en 1958, traduit l’impression profonde qu’il avait dû ressentir quarante ans plus tôt : le héros entre dans une salle de lecture où l’on trouve, à côté des représentants de l’ancienne intelligentsia, des gens du peuple, endimanchés, venus « l’air confus, comme dans une église ». L’auteur témoigne là de la formidable soif de culture qui s’empara en 1917 des classes populaires, tenues à la lisière du savoir. Quand les bolcheviks arrivent au pouvoir, la politisation des classes populaires et leur aspiration à l’instruction font écho à leur projet émancipateur. De février à octobre 1917, avant d’envahir les écoles et les bibliothèques, la population avait été à l’école des soviets : dans les conseils, plus de 1 500 en octobre 1917, elle apprenait, débattait, organisait la vie sociale et, finalement, osait revendiquer le pouvoir. Le nouveau pouvoir fit de l’instruction de la population une priorité — cent cinquante millions d’enfants, d’hommes et de femmes ne maîtrisant pas ou à peine, pour les trois quarts, la lecture ni l’écriture. Pour Léon Trotski, « la culture vit de la sève de l’économie (1) ». Or les guerres, mondiale puis civile, avec l’embargo imposé par les grandes puissances, avaient réduit les faibles ressources et décimé les prolétaires les plus conscients. L’arriération économique et culturelle, héritée du tsarisme, aggravait le tout. Malgré le manque chronique de papier, les imprimeries sortirent des millions de manuels et d’abécédaires, dans des dizaines de langues parlées au sein de la nouvelle Union soviétique. Le pouvoir des soviets proclama dès décembre 1917 l’obligation pour tous d’apprendre à lire et écrire ; un an plus tard, celle pour tout homme cultivé d’« instruire plusieurs illettrés », avant de préciser en décembre 1919 que « quiconque (…) empêch[erait] des analphabètes d’assister aux cours organisés s’expos[erait] à des poursuites pénales (2) ». On instaura la lecture à haute voix des journaux dans les campagnes reculées. Pendant la guerre civile, lorsqu’en avril 1918 l’instruction devint obligatoire, l’Armée rouge devint un de ses principaux vecteurs pour des milliers de jeunes prolétaires et paysans mobilisés. Dès 1919, elle compta 1 200 clubs de lecture et 6 200 cercles politiques, scientifiques, agricoles, etc. Émulation entre les programmes d’alphabétisation, tutorat par les néo-alphabètes ou par les ouvriers envers les paysans, radio, cinéma, affiches, théâtre… : tous les moyens furent mis à contribution. On enseignait dans des granges, des usines, des fermes, des tentes de nomades. Bateaux et trains dits « de propagande » désenclavaient les contrées isolées, attirant un public populaire que les témoignages décrivent avide de journaux, de livres et de connaissances. D’après l’historien Jean-Michel Palmier, « en deux ans, ces trains de propagande visitèrent quelque mille localités, et leur personnel donna plus de trois mille conférences (3) ». Des cours du soir ou à domicile s’adressaient spécialement aux femmes.

En dépit de la guerre civile, le pouvoir soutint les initiatives et les innovations pédagogiques de toutes sortes. En 1918, on décida que des soviets d’éducation contrôlés par la population éliraient les enseignants, une pratique qui refluera avec la bureaucratisation au milieu des années 1920. Pour aider quelque quatre millions d’orphelins misérables, le gouvernement encouragea les expériences éducatives : colonies, orphelinats, maisons et communes des enfants, où la vie collective et ce qu’elle apporte dans l’apprentissage et l’autonomie étaient promus, tout comme l’activité productive. Et, si les compétences de certains enseignants recrutés sur le tas étaient bien minces, le dévouement collectif compensait, ce qui étonna nombre d’observateurs : Célestin Freinet dit en 1925 sa « surprise et [son] émerveillement, surtout si l’on songe dans quelles conditions ont été réalisés ces immenses progrès ». Les pédagogues russes, écrivit-il, ont « trouvé dans leur dévouement à la cause du peuple et dans l’activité révolutionnaire des clartés suffisantes pour non seulement hausser leur pédagogie au niveau de la pédagogie occidentale, mais pour dépasser aussi, et de beaucoup, nos timides essais » (4). Alors que le tsarisme ne scolarisait qu’un enfant sur cinq, l’école devint obligatoire, gratuite et mixte. Le 7 octobre 1918, remplaçant l’ancien système éducatif, l’École unique du travail fut instaurée par décret. Les débats sur les programmes scolaires — les uns privilégiant le développement de la personnalité de l’enfant, contre l’autoritarisme professoral, les autres prônant une école communautaire, dont les enseignements seraient tirés de la vie concrète — furent si passionnés que la rentrée scolaire de 1918 dut être retardée. Les désaccords persistant, le gouvernement ne vit pas d’inconvénient à expérimenter des programmes différents selon les villes. La révolution voulait libérer l’enseignement de l’ancien système de reproduction des inégalités. Le commissariat du peuple (ministère) à l’éducation prônait une école autogérée, où l’enseignement généraliste et polytechnique permettrait de former des ingénieurs et des techniciens capables de moderniser la production et de faire progresser la science, mais aussi des futurs citoyens de la société socialiste. Les difficultés matérielles conduisirent, en janvier 1921, à réduire la scolarité à un cycle allant de 8 à 15 ans, au lieu des 17 ans initiaux. Parallèlement, à partir de 1919, fut introduite une dose de discrimination positive : les rabfak (facultés ouvrières) ouvraient à un public peu instruit un accès privilégié à l’enseignement supérieur. Allaient éclore des instituts de recherche et des universités où se côtoieraient des milliers de chercheurs de toutes sortes de disciplines, telle la cité scientifique d’Akademgorodok, fondée en Sibérie en 1957, avant l’essor de la Silicon Valley. Toute cette politique volontariste en matière d’éducation et de recherche, qui permettra à l’URSS d’envoyer dans l’espace le premier homme, fut engagée dès les premières années de la révolution, dans un dénuement presque total.

Maisons du peuple, clubs ouvriers, « isbas de lecture »…

Dans la mosaïque de peuples qu’était l’ex-Empire russe, certains presque analphabètes, on mit en place des systèmes d’écriture pour une quarantaine de langues et dialectes. À la différence de la russification imposée par les tsars, qui sera reprise plus tard par Joseph Staline, les bolcheviks n’imposèrent pas le cyrillique, vecteur de domination grand-russe. Soucieux de rejeter toute forme de chauvinisme, ils encouragèrent un étonnant mouvement de romanisation qui connut un énorme succès chez les peuples du Grand Nord, les minorités du Caucase, les populations chinoise et coréenne d’Extrême-Orient, ou encore tous les turcophones, pour qui cela recouvrait la lutte des exploités contre les féodaux, la bourgeoisie naissante ou les castes religieuses défendant l’alphabet arabe ou gardant pour eux le mystère de l’écriture. Cela signifiait l’ouverture sur le monde occidental, une tentative de rapprocher les populations de Russie de la classe ouvrière des pays les plus avancés. En URSS, où l’on dénombrait 122 langues et dialectes, l’alphabet latin nota jusqu’en 1929 des dizaines de langues parlées (5). Entre le désir du peuple de s’instruire, la conviction bolchevique que les masses devaient et pouvaient acquérir les moyens culturels de gérer elles-mêmes leur État (jusqu’à la simple ménagère, disait Lénine) et les conditions matérielles imposées par les circonstances, les obstacles étaient immenses. Le roman Le Premier Maître, de Tchinghiz Aïtmatov (6), décrit un soldat de l’Armée rouge fort peu lettré, n’ayant ni manuel ni pédagogie, juste des rudiments appris à l’armée, venu construire une école dans un village kirghize en 1924. Rétifs, les villageois rechignent d’abord à participer à l’ouvrage. Des dizaines de milliers de maisons du peuple, de clubs ouvriers, d’« isbas de lecture » et de bibliothèques (indispensables vu la pénurie de papier pour l’édition) apparurent. Visant à la fois à instruire et convaincre — surtout dans les campagnes, jugées plus hostiles au pouvoir soviétique après la mise en place des réquisitions forcées au printemps 1918 —, ces institutions se heurtaient souvent à une certaine résistance. En dépit des difficultés, 200 000 formateurs avaient alphabétisé 5 millions de personnes en 1921 ; 7 millions fin 1922. Au sortir de la guerre civile en 1921, le nombre de jeunes scolarisés était passé de 3,5 à 5 millions. En 1929, il atteignait 13 millions, avec 139 000 écoles. La massification de l’enseignement se poursuivit sous Staline, d’autant qu’elle était indispensable à la politique d’industrialisation à marche forcée qu’il lança sur fond de collectivisation agricole. Se turent cependant les débats pédagogiques qui agitaient les premières années. Tout en fournissant ses bataillons d’ingénieurs et de spécialistes, le système bureaucratique purgea les ouvriers et enfants des classes populaires promus à des postes de responsabilité durant la première décennie soviétique. Il eut raison de ce qui, dans l’esprit de Lénine et des bolcheviks, aurait a contrario permis aux masses ouvrières, grâce notamment à l’instruction, de contrecarrer la montée de la bureaucratie, qui finit pas leur confisquer le pouvoir, en apprenant à gérer elles-mêmes « leur » État. Ainsi fut enterré le projet émancipateur que les bolcheviks associaient à l’éducation.

 (1) Léon Trotski, Littérature et révolution, introduction de 1924, Les Éditions de la passion, Paris, 2000.

(2) Harbans S. Bhola, « Campagne d’alphabétisation en Union des républiques socialistes soviétiques 1919-1939 », dans Les Campagnes d’alphabétisation. Étude de l’action menée par huit pays au XXe siècle et note à l’intention des décideurs, Unesco, Paris, 1986.

(3) Jean-Michel Palmier, Lénine, l’art et la révolution, Payot, Paris, 2006.

(4) Célestin Freinet, « Mes impressions de pédagogue en Russie soviétique », L’École émancipée, no 7, Marseille, 8 novembre 1925.

(5) Lire Philippe Descamps et Xavier Monthéard, « Mille et une résistances à l’alphabet latin », Le Monde diplomatique, août 2017.

(6) Tchinghiz Aïtmatov, Le Premier Maître, Éditeurs français réunis, Paris, 1964.